Les officiers dits « moyens » à Paris

Leur représentation dans les assemblées générales de la ville (vers 1550-vers 1680)

Robert Descimon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3269>

DOI : 10.4000/ccrh.3269

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2006

Pagination : 41-53

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Robert Descimon, « Les officiers dits « moyens » à Paris », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 38 | 2006, mis en ligne le 28 septembre 2011, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3269> ; DOI : 10.4000/ccrh.3269

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Les officiers dits « moyens » à Paris

Leur représentation dans les assemblées générales de la ville (vers 1550-vers 1680)

Robert Descimon

- 1 C'est un fait bien connu que Paris abritait un grand nombre d'officiers supérieurs dont les charges disposaient d'attributions centrales qui dépassaient de loin les horizons de la capitale. Il serait abusif de qualifier ces compétences de « nationales » puisqu'elles se limitaient aux ressorts des cours souveraines, ressorts qui n'étaient d'ailleurs pas identiques¹. Mais, comme n'importe quelle « bonne ville », Paris avait une administration locale dont l'autorité était approximativement bornée aux limites de la prévôté et Paris jouissait d'un corps de ville (la prévôté des marchands, dirigée par un prévôt et quatre échevins).
- 2 On peut qualifier de « moyens »² les officiers royaux dédiés à l'administration de la chose publique parisienne. Mais, plus que dans les capitales provinciales mêmes, elles aussi dotées d'officiers supérieurs en nombre important, la coexistence à Paris de ces deux ordres d'officiers aboutissait à créer de la distinction sociale : dans une ville présidiale, les « officiers moyens » tenaient le haut du pavé au sein de la société locale ; à Paris, ces officiers « moyens » étaient plus riches et puissants que les officiers des autres villes, mais leur infériorité sociale était patente vis-à-vis des officiers des cours souveraines (et pas seulement en raison du caractère anoblissant des charges de ces derniers). Cette infériorité se traduisait-elle dans l'exercice du pouvoir municipal ?
- 3 Cette contribution tâchera de répondre à cette question simple, après avoir esquissé une comparaison des effectifs des officiers « supérieurs » et des officiers « moyens » durant la période considérée. Le champ de l'étude se limitera aux magistrats, juges du siège et du parquet, ne prenant en compte ni les auxiliaires de la justice, ni les officiers de finance (comptables). La détermination des niveaux est délicate dans ces fonctions, alors même que les financiers et les commissaires et les notaires du Châtelet accumulaient pouvoir et prestige, s'assimilant socialement aux magistrats de rang inférieur.

Poids comparé des grands officiers et des moyens officiers

- 4 C'est une opération périlleuse d'inférer du nombre des offices au nombre d'officiers. La situation parisienne est cependant favorable : la plupart des offices de la capitale étaient pourvus et les magistratures ne sont pas sujettes (comme les charges de finance) au dédoublement ou triplement (offices alternatifs et triennaux) ; de même, les cumuls sont rares (les commissions des requêtes du Palais sont attachés à des offices « normaux » de conseiller de même que les présidents des Enquêtes du parlement détiennent un office de conseiller, généralement clerc). De toute façon, les enquêtes royales de 1573³ et de 1665⁴ qui forment la base de cette étude donnent des résultats globaux qui doivent être repris dans leurs seules grandes lignes et sauf erreur de calcul.
- 5 Le tableau 1 apporte un enseignement net : entre 1573 et 1665, la croissance du monde des offices à Paris a concerné les cours souveraines beaucoup plus que les justices locales. Le parlement a vu ses effectifs de magistrats croître de plus de 30 % ; ceux des maîtres de requêtes et de la cour des Aides ont crû de 80 %. A la chambre des Comptes, le nombre des magistrats est passé de 84 (présidents, maîtres, correcteurs et auditeurs) à 187 (+ 123 %). Ces chiffres renseignent sur la capacité des cours (le parlement) à résister aux exigences royales, mais aussi sur la croissance des besoins d'administration centrale, une croissance différenciée qui fit la part belle aux institutions financières.
- 6 Au niveau de l'administration locale, Paris se distingue des villes, grandes ou moyennes, des provinces qui ont été l'objet d'une pression vénale considérable, répondant au désir de contrôle de la monarchie sur les périphéries et à l'attente des élites locales en mal d'offices⁵. En effet, de 1573 à 1665 les conseillers du Châtelet sont passés de 38 à 42 (+ 10,5 %), ceux du Trésor (une chambre que Louis XIV supprima vers la fin de son règne) et ceux des Eaux et Forêts n'ont pas varié en nombre. Au contraire, l'Élection a connu une crue de 228 %, mais, passant de 7 à 23, elle n'occupe pas une place très en vue. Il est vrai que les cours souveraines ont aussi produit des officiers « moyens » : par exemple, les substituts du procureur général, érigés en titre d'office (édit de mai 1586), sont 19 au parlement et 4 à la cour des Aides en 1665. Quant à la cour des Monnaies, cour souveraine, mais socialement à peu près équivalente au Châtelet⁶, son effectif a doublé (de 22 à 45). C'est à la fin de la période ici considérée que la création du Nouveau Châtelet changea radicalement la donne : la prévôté et présidial de Paris double de taille en 1674, puisque 34 offices nouveaux de conseiller furent créés et que les grands offices eux-mêmes furent dédoublés. Par delà les prétextes institutionnels (l'intégration des justices seigneuriales des faubourgs à la justice royale dite ordinaire), l'édit de février 1674 avait pour but de casser la vénalité des charges du Châtelet, alors que les fixations et les consignations avaient mis entre les mains du ministère la vénalité des cours supérieures. Le phénomène relève donc d'une volonté politique et le caractère fonctionnel de cette création est sujet à caution⁷.

Tableau 1. Les effectifs de quelques offices de magistrat à Paris (Comparaison entre les enquêtes de 1573 Et 1665)

Juridictions Souveraines	Enquête de 1573	Enquête de 1665
--------------------------	-----------------	-----------------

Parlement de Paris		
Premier président	1	1
Présidents de la Grande Chambre	5	7
Maîtres des Requêtes de l'Hôtel	40	72
Présidents des Enquêtes (ayant office de conseiller)	10	10
Conseillers clercs	40	36
Conseillers laïcs	110	162
Présidents des Requêtes	2	4
Gens du roi	3	3
Substituts du procureur général	0	19
Chambre des comptes		
Présidents	6	11
Maîtres	32	70
Correcteurs	8	30
Auditeurs	36	74
Parquet	2	2
Cour des Aides		
Premier président	1	1
Autres présidents	3	5
Conseillers	22	40
Procureur général	1	1
Avocats du roi	2	2
Substituts du procureur général	0	4

<i>Cour des Monnaies</i>		
Premier président	1	1
Présidents	1	7
Généraux	18	34
Procureur et avocat du roi	2	3

Juridictions Non Souveraines	Enquête de 1573	Enquête de 1665
<i>Chambre du Trésor</i>		
Conseillers	8	8
Procureur du roi	1	1
Avocat du roi	1	1
<i>Table de marbre du Palais (Eaux et Forêts)</i>		
Grand Maître enquêteur et Général réformateur	1	1
Lieutenant général	1	1
Lieutenant particulier	1	1
Conseillers	6	6
Avocat du roi	1	1
Procureur général	1	1
<i>Châtelet</i>		
Lieutenants	3	3
Conseillers	30	34
Procureur roi	1	1

Avocats du roi	2	2
Auditeurs des causes	2	2
Commissaires	32	46
Notaires	95	113
Procureurs	180	202
<i>Tribunal de l'Élection</i>		
Président	0	1
Lieutenant	0	1
Élus	6	18
Procureur du roi	1	2
Avocat du roi	1	1
Substituts procureur du roi	0	2

- 7 Le constat chiffré ici proposé n'est donc pas sans enseignements. Les officiers parisiens remplissant des fonctions d'intérêt local étaient non seulement moindres en honneur, ils étaient aussi très minoritaires et le taux de croissance de leur effectif était faible (sauf l'Élection) par rapport aux grands magistrats des cours souveraines. Cependant ils étaient loin d'être marginalisés, le prestige et les pouvoirs des juges du Châtelet étant en eux-mêmes respectables. Au demeurant, les chefs de ces cours de justice (les lieutenants du Châtelet, surtout le lieutenant civil), le grand maître et le lieutenant général des Eaux et forêts, ainsi, bien sûr, que les présidents des Monnaies, comptaient incontestablement parmi les officiers très supérieurs. L'Hôtel de Ville constitue un observatoire valable de l'influence locale exercée par les juges subalternes dans la vie de la cité.

Officiers supérieurs et officiers « moyens » à l'hôtel de Ville (mi-XVI^e siècle-1680)

- 8 L'échevinage était l'institution clef du corps municipal. Il était désigné lors des assemblées électorales ordinaires de la mi-août (élection de deux échevins et d'un prévôt des marchands, ce dernier tous les deux ans) qui comportaient une représentation des seize quartiers ; il y avait aussi des assemblées extraordinaires convoquées pour des motifs variés (résignation des officiers perpétuels de la Ville, questions fiscales et financières...). La députation des quartiers était réduite en général à deux bourgeois seulement, soit 32 bourgeois mandés choisis selon un spectre social qui allait des bons

marchands aux officiers supérieurs en passant par des gens de loi qui n'étaient pas officiers, comme les avocats, ou qui détenaient des charges d'auxiliaires de justice (commissaires, procureurs...). Un édit de 1554 faisait obligation aux chefs des quartiers (les quartiniers) d'appeler des officiers du roi, s'il s'en trouvait dans leur quartier. Mais la définition de ces officiers privilégiait les magistrats des cours souveraines et les secrétaires du roi qui furent ainsi « embourgeoisés » de par la volonté royale. Les officiers « moyens » n'étaient donc pas dans une position institutionnelle forte, même après l'édit de 1554. La sociologie de l'échevinage mobilisait traditionnellement, quant à elle, des catégories bourgeoises intermédiaires. Les deux niveaux institutionnels (échevinage et assemblée) obéissaient donc à une dialectique sociale dont on va esquisser les grands traits⁹.

L'échevinage et les officiers « moyens »

- 9 Les conseillers au Châtelet n'étaient pas les seuls magistrats à former une des professions recherchées à l'échevinage (qui était, entre autres, un tribunal). Les auditeurs des Comptes, juges inférieurs d'une juridiction souveraine, y prétendaient également. Or ces derniers font nettement moins bien que les juges du Châtelet et que d'autres catégories d'officiers non magistrats, en particulier les secrétaires et les financiers.

Tableau 2

Les Officiers « moyens » à l'échevinage (1525-1679)	
Conseillers au Châtelet	35 (11,5 %)
Conseillers au Trésor	3 (1 %)
Conseillers aux Eaux et forêts	2 (0,6 %)
Élus de l'Élection et grenetiers du Grenier à sel	6 (2 %)

Catégories socialement voisines (1525-1679)	
Substituts du procureur général	9 (3 %)
Avocats	29 (9,5 %)
Auditeurs des Comptes	13 (4 %) (+ un correcteur 0,33 %)
Général des Monnaies	2 (0,5 %)
Officiers de finance (divers)	24 (8 %)
Secrétaires du roi	22 (7 %)

Médecins	1 (0,33 %)
Total des échevins sur la période considérée : 303	

- 10 On retiendra que, parmi les magistrats moyens, le Châtelet s'assurait une supériorité certaine. Les résultats de l'Élection sont gonflés par l'adjonction d'un président et d'un grenetier du grenier à sel (ces derniers n'étaient que deux). Pour ce type d'offices, la mitoyenneté confinait, semble-t-il, à la marginalité.

Les officiers « moyens » dans l'assemblée générale

- 11 Deux calculs contribueront à étayer la réponse à la question posée : quelle proportion des officiers participait-elle aux assemblées de Ville eu égard à leurs effectifs respectifs ? Quel poids y avaient-ils par rapport à l'ensemble des autres catégories de bourgeois ?
- 12 Les tableaux 3 et 3 bis résument les éléments du premier calcul, assez difficile et parfois aléatoire : les résultats sont relatifs (quelques-uns de nos mandés figurent dans les assemblées de Ville d'abord comme conseiller au Châtelet, puis comme conseiller au parlement au fil du progrès de leur carrière). Certaines charges étaient des tremplins pour aller plus haut et la stabilité dans l'office y était moins forte (c'est le cas des offices de conseillers des Aides et du Châtelet), alors que d'autres (les maîtrises des Comptes) étaient recherchées pour elles-mêmes et rarement abandonnées pour d'autres. C'est ce qui explique certaines évolutions un peu divergentes entre les tableaux 3 et 3 bis. On a retenu la cour des Aides, dont les effectifs en nombre d'offices sont équivalents à ceux du Châtelet jusqu'aux créations de 1636, et la chambre des Comptes, avec ses trois niveaux de magistrats du siège (sans les présidents, officiers de grand prestige) ; et on a distingué deux périodes, séparées par l'institution de la paulette (le droit annuel qui garantissait la possession quasi héréditaire des charges aux familles des titulaires à partir de décembre 1604). Pour fonder le mieux possible la comparaison, on a calculé les pourcentages sur le total des individus qui ont occupé une charge du type considéré, mais aussi sur le total de ceux qui l'ont occupée cinq ans, temps qui peut sembler nécessaire à la consolidation d'une position de notabilité, même si les quarteniers avaient la courtoisie de mander les officiers entrant en charge ou changeant de charge. Aucun mode de calcul ne peut donner pleine satisfaction. Il apparaît que c'est toujours une minorité de chaque catégorie d'officier qui siégeait à l'Hôtel de Ville : à ce jeu, les maîtres des Comptes et les conseillers des Aides ont le meilleur (derrière les conseillers au parlement, toutefois), mais les conseillers au Châtelet l'emportent (46 %), si l'on ne prend en compte que les juges ayant exercé cinq ans. Une faible majorité de conseillers du Châtelet et des maîtres des Comptes n'a donc jamais siégé dans les assemblées municipales ; pour les auditeurs des Comptes, la proportion atteint les trois quarts et, pour les généraux des Aides, les deux tiers.

Tableau 3. Présence des magistrats aux assemblées générales de la ville, 1560-1680. (Proportion des mandés à l'Hôtel de Ville sur le total des officiers ayant exercé la charge considérée dans la période envisagée)

	1560-1604	1605-1680	1560-1680
Généraux des Aides		49 (33 %)	

Maîtres des Comptes	62 (37,5 %)	103 (38 %)	153 (40 %)
Correcteurs des Comptes	10 (14,5 %)	14 (9 %)	23 (12 %)
Auditeurs des Comptes	34 (17,5 %)	76 (22 %)	111 (24,5 %)
Conseillers au Châtelet	30 (26 %)	65 (31 %)	93 (31 %)

Tableau 3 bis. *Idem*, mais sur le total des officiers ayant exercé plus de cinq ans

	1560-1604	1605-1680	1560-1680
Généraux des Aides		49 (35 %)	
Maîtres des Comptes	62 (43 %)	103 (41 %)	153 (44,5 %)
Correcteurs des Comptes	10 (19 %)	14 (11 %)	23 (14,5 %)
Auditeurs des Comptes	34 (20,5 %)	76 (27 %)	111 (28 %)
Conseillers au Châtelet	30 (36 %)	65 (45 %)	93 (46 %)

Tableau 4. La part des officiers « moyens » et supérieurs dans la députation des quartiers aux assemblées de ville (1553-1679)

A : Les mandats

	Effectifs			% du total		
	1553-1604	1605-1679	1553-1679	1553-1604	1605-1679	1553-1679
Conseillers au Châtelet	94	221	31	1,74	2,83	2,38
Élus en l'élection de Paris	46	52	98	0,85	0,67	0,74
Conseillers à la cour des Aides	58	116	174	1,07	1,49	1,32
Maîtres des Comptes	147	272	419	2,72	3,49	3,17
Correcteurs des Comptes	20	19	39	0,37	0,24	0,30
Auditeurs des Comptes	67	225	292	1,24	2,88	2,21

Total général	5 411	7 804	13 215	100	100	100
---------------	-------	-------	--------	-----	-----	-----

- 13 Ces calculs et tableaux ont été réalisés par Michel Demonet dans le cadre d'une enquête du Centre de recherches historiques sur les assemblées de Ville menée en commun avec moi. Les différences marginales des chiffres s'expliquent par le choix des bornes chronologiques. Le total général, donné pour mémoire, comporte les autres catégories de bourgeois mandés, au premier chef, les marchands, les avocats et les magistrats du parlement.

B : Les mandés

	<i>Effectifs</i>			<i>% du total</i>		
	<i>1553-1604</i>	<i>1605-1679</i>	<i>1553-1679</i>	<i>1553-1604</i>	<i>1605-1679</i>	<i>1553-1679</i>
Conseillers au Châtelet	27	66	91	1,46	2,59	2,14
Élus en l'Élection de Paris	9	18	27	0,49	0,71	0,63
Conseillers à la cour des Aides	27	51	76	1,46	2,00	1,79
Maîtres des Comptes	59	107	156	3,19	4,20	3,67
Correcteurs des Comptes	8	14	21	0,43	0,55	0,49
Auditeurs des Comptes	32	78	110	1,73	3,06	2,59
Total général	1 848	2 549	4 253	100	100	100

C : Nombre de mandats par mandé

	<i>1553-1604</i>	<i>1605-1679</i>	<i>1553-1679</i>
Conseillers au Châtelet	3,48	3,35	3,46
Élus en l'Élection de Paris	5,11	2,89	
Conseillers à la cour des Aides	2,15	2,27	2,29
Maîtres des Comptes	2,49	2,54	2,69
Correcteurs des Comptes	2,50	1,36	1,86
Auditeurs des Comptes	2,09	2,88	2,65

Total général	2,93	3,06	3,11
---------------	------	------	------

- 14 Les tableaux 4 résument le second calcul et confirment que les magistrats de statut supérieur bénéficiaient d'une sorte de rente de prestige (les maîtres des Comptes ont détenu à eux seuls plus de 3 % des mandats). La première partie du tableau concerne les mandats exercés, la seconde les mandés, car certains bourgeois ont été présents à plusieurs assemblées, quelques-uns (troisième partie du tableau) faisant même figure de spécialistes qui fréquentaient assidûment la grande salle de l'Hôtel de Ville. Moins en vue que leurs rivaux, les conseillers au Châtelet et les élus ne perdent pourtant pas la face.
- 15 Les chiffres parlent pourtant sans qu'on ait trop à les torturer. Ils invitent à comparer le poids respectif des institutions considérées dans le fonctionnement de l'Hôtel de Ville. Les types d'office ne s'y comportent pas tout à fait de même et, outre l'influence des règlements électoraux, l'accès potentiel à l'échevinage semble bien déterminer des attitudes différentes à l'égard de la participation aux assemblées. L'importance des conseillers au Châtelet et des auditeurs des Comptes s'explique par là, alors même que leur représentation était très faible dans les deux corps intermédiaires qui assuraient la continuité de l'institution municipale (les quarteniers et les conseillers de ville). Le nombre de mandats exercés au fil des années par les conseillers au Châtelet est significativement plus élevé (presque 3,5 contre 2,6 pour les auditeurs des Comptes, la moyenne générale se situant à 3,11 mandats par bourgeois mandé), traduisant l'existence au sein du Châtelet de spécialistes des affaires de la Ville dont quelques-uns cherchaient à être élus échevins (mais pas tous, car certains qui n'étaient pas parisiens de naissance et n'étaient donc pas éligibles hantaient assidûment l'Hôtel de Ville). Infime minorité, les élus (moins de 1 % des mandats et des mandés), détinrent en moyenne 3,6 mandats, faisant jeu égal avec les juges du Châtelet. L'intérêt pour les affaires communes était donc inégalement partagé, mais obéissait à des logiques relativement lisibles.

- 16 En somme, tous les officiers « moyens » n'étaient pas, si l'on ose dire, également « moyens ». On peut repérer une notabilité spéciale, en quelque sorte mitoyenne, qui se localise dans la justice ordinaire, c'est-à-dire le tribunal d'instance où se jugeaient les affaires des Parisiens. Or on sait bien qu'une vive rivalité opposait le Châtelet et l'Hôtel de Ville quant à l'exercice de la police dans la capitale. Les magistrats du Châtelet, mieux que les autres juges « moyens », étaient intégrés dans les circuits sociaux où se formait la notabilité bourgeoise, une notabilité dont le centre se situait du côté de la marchandise, en particulier des Six Corps, mais où les officiers royaux avaient une place nécessaire⁹. L'alchimie des équilibres sociaux à l'intérieur de la bourgeoisie municipale de Paris doit être décryptée à partir d'autres points de vue que celui qui a été adopté dans la présente étude.

NOTES

1. Sur les questions institutionnelles, on se reportera par exemple à Bernard Barbiche, *Les institutions de la monarchie française à l'époque moderne*, Paris, PUF, 1999, ou à *Histoire de la fonction publique en France*, t. II Du XVI^e au XVIII^e siècle, Paris, Nouvelle librairie de France, 1993, en particulier les contributions de Jean Imbert, Jean Nagle et Jean Meyer, ou encore au manuel de Christophe Blanquie, *Les institutions de la France des Bourbons (1589-1789)*, Paris, Belin, 2003.
2. Voir les deux *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 23, 1999 (Officiers « moyens » I), et 27, 2001 (Officiers « moyens » II). On mentionnera le rôle pionnier des travaux de Jean Nagle (en particulier, les réflexions générales contenues dans *Le droit de marc d'or des Offices. Tarifs de 1583, 1704, 1748. Reconnaissance, fidélité, noblesse*, Genève, Droz, 1992, p. 6-101) et ceux de Michel Cassan (éd.), *Les officiers « moyens » à l'époque moderne. France, Angleterre, Espagne, Limoges*, PULIM, 1998, et *Offices et officiers « moyens » en France à l'époque moderne. Profession, culture*, Limoges, Pulim, 2004, ainsi que ceux de Christophe Blanquie, le coordonnateur de ce nouveau numéro.
3. Bibl. Nat. Fr., Ms. Fr. 4436. Voir Jean Nagle, « L'enquête sur les offices de 1573 », *Bulletin de la SHMC*, 1994, 3/4, p. 27-34.
4. Bibl. Nat. Fr., Cinq Cents Colbert 260.
5. Christophe Blanquie, *Les présidiaux de Richelieu*, Paris, éd. Christian, 2000.
6. François Bluche, « Les magistrats des cours parisiennes au XVIII^e siècle. Hiérarchie et situation sociale », *Revue historique du droit français et étranger*, 52, 1974, p. 87-106.
7. BNF., ms. fr. 21390 f° 15. Philippe Rosset, « Les conseillers au Châtelet de Paris à la fin du XVII^e siècle », *Paris et Ile-de-France Mémoires*, 21, 1970, p. 173-292, 22, 1971, p. 233-302, et 23, 1972-1973, p. 145-197 ; pour un panorama d'ensemble. Robert Descimon, « La vénalité des offices comme dette publique sous l'ancien régime français. Le bien commun au pays des intérêts privés », dans *La dette publique dans l'histoire*, colloque organisé par le Centre de recherches historiques en novembre 2001, actes réunis par Jean Andreau, Gérard Béaur et Jean-Yves Grenier, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2006, p. 177-242.
8. Robert Descimon, « Les assemblées de l'Hôtel de Ville de Paris (mi-XVI^e-mi-XVII^e siècles) », *Paris et Ile-de-France Mémoires*, 38, 1987, p. 39-54 ou encore, « Le corps de ville et les élections échevinales à Paris aux XVI^e et XVII^e siècles. Codification coutumière et pratiques sociales », *Histoire économie et société*, 13/3, 1994, numéro *Lectures de la ville (XV^e-XX^e siècle)*, Jacques Bottin et Alain Cabantous (dir.), p. 507-530.
9. Un panorama d'ensemble in Laurence Croq, « Privilèges fiscaux et hiérarchie sociale : le déclassement des "bourgeois de Paris" du milieu du XVII^e siècle à la Révolution », *Études et documents*, XI, 1999, Paris, Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie, p. 55-95 et dans les articles de Robert Descimon cités note 8.

AUTEUR

ROBERT DESCIMON

EHESS/CRH